GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Avec le soutien de la Wallonie

NOTE D'ANALYSE – 30 mars 2020

FLEURANT Aude-Emmanuelle et QUÉAU Yannick, « Portée et limites de la stratégie industrielle militaire de l'Arabie saoudite », *Note d'Analyse du GRIP*, 30 mars 2020, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/2957

NOTE D'ANALYSE

Portée et limites de la stratégie industrielle militaire de l'Arabie saoudite

par Aude-E. Fleurant et Yannick Quéau

30 mars 2020

Résumé

Compte tenu de son investissement important dans la défense, les tentatives de l'Arabie saoudite de créer une industrie d'armement nationale capable de fournir des équipements aux forces militaires saoudiennes ont historiquement donné des résultats limités. Pour y remédier Riyad a formulé en 2017 le plan Vision 2030 qui est une stratégie gouvernementale de réorganisation et de diversification de l'économie lancée, comprenant un volet militaro-industriel. Cette Note d'Analyse procède à un tour d'horizon des enjeux liés à cette ambition de Riyad. Elle présente rapidement les principaux déterminants du marché de l'armement en en insistant sur le profil et les caractéristiques de l'offre. Elle offre aussi un aperçu de la situation de l'Arabie saoudite en termes d'approvisionnement en armements de 1970 jusqu'à 2010. Elle expose enfin le processus de développement de capacités de production militaire sur la dernière décennie.

Abstract

Scope and limits of Saudi Arabia Military's strategy

Considering its significant investment in defence, Saudi Arabia's attempts to create a national arms industry capable of supplying equipment to the Saudi military have historically produced limited results. To change this, Riyadh designed in 2017 a public strategy named "Vision 2030" for economic reorganization and diversification with a military-industrial component. This research paper provides an overview of the issues related to this ambition of Riyadh. It presents the main determinants of the arms market, emphasizing the profile and characteristics of the supply. It also provides an overview of the situation of Saudi Arabia in terms of arms supply from 1970 to 2010. Finally, it sets out the process of developing military production capabilities over the last decade.

Introduction

Dans les années 2010, les autorités saoudiennes ont annoncé leur intention de développer une base industrielle et technologique de défense (BITD), un projet coûteux, de long terme et risqué. Le Royaume se joint à un groupe éclectique de pays comme le Brésil, l'Inde, la Pologne ou la Turquie qui ont mis en œuvre des programmes visant à développer une BITD nationale dans les années 2000 afin de rompre ou de limiter le recours à des fournisseurs étrangers pour leur approvisionnement en armements. Pour Riyad, les principaux moteurs de cette décision sont étroitement liés à l'autonomie d'approvisionnement et donc à la réduction des importations de matériel militaire par le pays qui est premier importateur en 2019[1].

L'annonce du projet militaro-industriel vraisemblablement conçu à la charnière de la décennie 2010, se matérialise dans un environnement régional aux prises avec plusieurs guerres et interventions militaires controversées, notamment contre les forces de l'État islamique et le régime de Bachar el-Assad[2] en Syrie ainsi qu'au Yémen[3], où Riyad continue de diriger une coalition pour contre les rebelles houthis. Bien évidemment la logique de rivalité régionale avec l'Iran est également un élément incontournable.

La combinaison du leadership de l'Arabie saoudite dans les opérations militaires régionales et sa volonté de développer une base industrielle de défense indépendante couvrant l'ensemble des segments de production d'armements[4] soutient clairement l'objectif de renforcer son statut d'hégémon régional et l'influence du pays dans les affaires internationales. L'indépendance d'approvisionnement en armes et en technologies militaires figure parmi les marqueurs de ce statut, mais ils sont surtout un moyen de s'affranchir d'une position où le Riyad doit s'appuyer sur des producteurs extérieurs pour ses besoins en armements.

En 2020, le Royaume dépend encore significativement des importations, notamment des transferts des pays producteurs d'armements dans l'hémisphère occidental. La différence majeure avec une période pas si lointaine est que les pays exportant des armes à l'Arabie saoudite doivent désormais former et épauler les Saoudiens pour le développement et le soutien à plus long terme des équipements militaires (mécanisme d'*offset*) dans le but ultime de créer une base industrielle de défense indépendante et exhaustive à l'horizon 2030, un calendrier très court pour un tel projet.

Cette Note d'Analyse procède à un tour d'horizon des enjeux liés à l'ambition de Riyad. Elle comprend trois sections. La première présente rapidement les principaux déterminants du marché de l'armement en insistant sur le profil et les caractéristiques de l'offre, c'est-à-dire l'industrie produisant les armes et fournissant les services militaires. La seconde présente un aperçu de la situation de l'Arabie saoudite en termes d'approvisionnement en armements de 1970 jusqu'à 2010. La troisième se focalise sur la

1. Selon les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

2. Mardasov, V., « Russia explores way to draw UAE, Saudi Arabia, to its Syria Policy », *Monitor*, 27 février 2020.

3. Cook, S., Gordon, P., « War in Yemen: Global conflict tracker », *Council on Foreign Relations*, mis à jour 22 avril 2020.

4. Système terrestre, naval, aérien/aérospatial (incluant missiles), munitions.

décennie 2010, qui amorce le processus de développement de capacités de production militaire. Une conclusion critique reprend les principaux éléments de l'analyse.

Il est important de mentionner que l'Arabie saoudite est un pays qui fait preuve de peu de transparence en matière de défense et dans d'autres domaines. L'information officielle publiée par le Royaume doit être prise avec circonspection, car il y a de nombreux doutes sur l'exactitude des faits et des données publiées. C'est le cas notamment des documents budgétaires du pays depuis 2015, année depuis laquelle elles sont manifestement incomplètes ou biaisées. Les chiffres des dépenses militaires ne sont d'ailleurs ni ventilés ni désagrégés par catégorie (production et acquisitions d'armements, solde des militaires, maintenance des équipements, recherche et développement, etc.) ce qui rend impossible tout processus de vérification[5]

1. Principaux moteurs et finalités de la mise en œuvre d'un projet militaro-industriel majeur par l'Arabie saoudite

Le premier et plus important moteur soutenant la décision de développer une base industrielle militaire de défense nationale est celui de l'indépendance d'approvisionnement en armements. La volonté de construire une BITD s'appuie sur un ensemble de préoccupations liées d'abord et avant tout à la sécurité nationale, à la participation à des alliances militaires telle que l'OTAN, à un engagement dans un ou plusieurs conflits armés ainsi qu'à la perception d'une menace majeure au pays, ou toute combinaison de ces moteurs. Dans une moindre mesure, la production d'armement génère également des retombées économiques et technologiques dans l'économie nationale tout comme elle contribue à l'emploi manufacturier. C'est d'ailleurs le cas de toute activité industrielle.

Pour Riyad, les motivations soutenant le projet saoudien de développer une base industrielle de défense nationale sont variées et étroitement corrélées à l'anticipation de l'inéluctable réduction des rendements des puits de pétroles du pays[6]. L'industrialisation de défense s'inscrit ainsi dans une initiative nationale plus vaste de diversification des activités économiques du pays visant à diminuer sa dépendance économique à la rente pétrolière. Cela dit, d'autres facteurs concourent à la décision de développer une industrie d'armements nationale. La guerre au Yémen et la crise humanitaire sévère qu'elle a provoquée continuent de susciter de nombreuses critiques à l'endroit de l'Arabie saoudite et de ses partenaires, des critiques provenant notamment de la société civile, des journalistes et des organisations humanitaires telles que la Croix-Rouge et Médecins sans frontières[7]. Du côté des États, plusieurs ont suspendu les licences de transferts d'armes vers l'Arabie saoudite, notamment l'Allemagne et le Royaume-Uni[8].

Les projets visant à développer des capacités de production dans tous les segments d'armements (air, mer, terre, aérospatial, électronique et logiciel) sont généralement

5. Wezeman, Pieter D., « Saudi Arabia, armaments and conflict in the Middle-East », *SIPRI backgrounder*, 14 décembre 2018.
6. Rapier, R., « How much oil does Saudi Arabia really have? », *Forbes*, 14 février 2019,
7. Voir auteur loc.cit. et auteur (juste nom auteur)
8. RTBF.be, « De plus en plus de gouvernements suspendent les ventes d'armes à l'Arabie saoudite », *Info*, 20 juin 2019.

extrêmement coûteux, risqués et se déploient sur plusieurs décennies selon le type de plateformes. L'Arabie saoudite dispose des ressources financières nécessaires pour entreprendre un programme majeur de développement et de production d'armement. Les principaux obstacles auxquelles le Royaume fait face sont le manque de personnel qualifié au niveau national et la rareté des capacités technologiques et manufacturières domestique[9]. Pour des États comme l'Arabie saoudite, construire une base militaire-industrielle nécessite l'assistance et l'expertise de pays et de compagnies ayant des capacités de production militaire matures et diversifiées, comme celles des grands pays producteurs notamment les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la Russie, entre autres. À titre d'exemple, le gouvernement brésilien s'est tourné vers la France et la firme Naval Group (DCNS à l'époque) au début des années 2000 pour assister les Brésiliens dans le cadre de leur programme de sous-marins. L'objectif pour les forces navales du pays est d'être en mesure de produire ces plateformes de manière indépendante.

Riyad recrute ainsi du personnel qualifié de l'étranger, notamment en provenance de l'Europe et des États-Unis, pour combler ses besoins en ressources humaines, pour développer les compétences dans le domaine et pour former le personnel pour la gestion et le soutien des programmes majeurs et complexes planifiés. Cependant, le pays s'est engagé sur un programme d'industrialisation militaire sur 10 ans, de 2020 à 2030, une période très courte pour un tel projet[10]. Il n'y a aucun doute que les autorités saoudiennes sont conscientes des défis colossaux soulevés par un projet de cette envergure avec un calendrier si court.

Néanmoins, des échecs ou d'importantes difficultés dans la mise en œuvre du projet militaro-industriel, des calendriers très courts ou des fluctuations économiques sévères comme une chute drastique des revenus dans le cas d'une dévaluation majeure des cours du pétrole, telle que celle déclenchée par la crise du Coronavirus[11], pourraient freiner le programme national de modernisation. Au moment d'écrire ces lignes, la pandémie de coronavirus en Europe au début de l'année 2020 a bouleversé et/ou interrompu l'ensemble des activités économiques, financières, de services et manufacturières, y compris la production d'armes. Le krach économique global a complètement bouleversé les priorités des gouvernements qui ont radicalement changé face à l'ampleur de la crise et à l'important taux de mortalité causé par le Covid-19.

2. Pré-2010 – des ambitions et peu de résultats

Des années 1960 à l'aube de 2020, la capacité de production d'armements du Royaume était limitée à la fabrication de composants d'armes légères et de petits calibres (ALPC) sous-licence et les munitions associées[12]. Dans la même période, le Royaume participait à plusieurs conflits armés notamment à la guerre Al-Wadiah de 1969 contre la République

9. Arabie saoudite, « Working in Saudi Arabia: A labour market update », *Industry Brief*, Saudi Arabia Business Concil, 2017.

10. Arabie saoudite, *Vision 2030*, 2016.

11. Belga, « Coronavirus : la chute des prix continue, plombée par la guerre des prix et le coronavirus », *RTBF.be*, 16 mars 2020.

12. Michael Brzoska et Thomas Ohlson, *Arms production in the Third World*, Stockholm: Stockholm International Peace Research Institute, 1986), p. 16-17.

populaire du Yémen du Sud (RPSY), et la guerre du Ramadan de 1973, aussi connue sous le nom de guerre du Kippour. Compte tenu de la capacité de production d'armement embryonnaire du pays, Riyad devait s'appuyer sur les États étrangers producteurs d'armes pour ses besoins en armements, une situation inconfortable pour le pays si l'État fournisseur décidait d'arrêter les approvisionnements ou connaissait des retards dans la production et les livraisons, par exemple.

En vue d'éviter ce type de scénario, mais aussi dans le but de développer des capacités de production d'armes à l'échelon national et en partenariat avec d'autres acteurs régionaux, le Royaume s'est associé aux Émirats arabes unis (EAU) à l'Égypte et au Qatar en 1975 pour produire conjointement des équipements militaires[13]. Cette initiative a mené à la création de l'Organisation arabe pour l'industrialisation (OAI) dont le quartier général était basé en Égypte, le membre de l'OAI dont les capacités de production d'armes étaient plus avancées[14]. L'objectif de l'OAI était de développer une industrie de défense nationale/pan-régionale avec l'aide de pays occidentaux[15] et aussi de capacités de production à l'échelon domestique afin de graduellement réduire la dépendance aux importations de matériel militaire provenant en majorité de ces mêmes pays occidentaux.

L'adhésion de l'Arabie saoudite à l'OAI avait donc essentiellement pour objectif d'acquérir une expertise dans le domaine de la production d'armes pour substituer les achats à l'étranger par la production nationale par le biais d'une institution arabe pour la production d'armements. Il faut également souligner que ces décisions ont été prises dans un environnement politico-stratégique extrêmement tendu entre le Royaume et Israël, ce dernier étant soutenu par les États-Unis et disposant d'une industrie d'armements plus avancée que celles de l'Arabie saoudite et des autres États arabes[16].

La participation de l'Arabie saoudite, des EAU et du Qatar à l'OAI a été de courte durée alors que les autorités nationales, insatisfaites du fonctionnement de l'organisation, notamment de la performance de son président, quittent l'organisation en 1978, ce qui fait en sorte que l'OAI devient une institution égyptienne[17]. Pour l'Arabie saoudite, l'échec de l'OAI signifie le retour à l'importation pour les besoins en équipements de défense et a progressivement mené Riyad à tisser des relations étroites avec des États producteurs occidentaux dans les années 1970 et 1980, les plus importants fournisseurs étant les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, trois pays producteurs d'armements majeurs.

Dans les années 1960, l'Arabie saoudite aurait activement cherché à utiliser les bénéfices compensatoires (offsets) de l'achat d'équipements militaires à l'étranger dans le but de développer davantage son économie et ses infrastructures de défense, comme ce fut le

13. *Idem*.

14. Denis, E., Moricon-Ebrard, F., « L'industrie égyptienne, entre dirigisme et libéralisme », Meditérranée, n° 3.4, 1997.

15. Federation of American scientists, «Arab Organization for industrialization », Federation of American Scientists, FAS, mis à jour le 2 octobre 1999, disponible à https://fas.org/nuke/guide/egypt/agency/aoi.htm

16. Michael Brzoska and Thomas Ohlson, *op. cit.*

17. J.-P. Péroncel-Hugoz, « Le Caire met en veilleuse le projet d'industrie arabe d'armement », *Le Monde*, 30 octobre 1978.

cas de l'achat des avions *Lightning* et *Strikemaster* produits par les Britanniques[18]. Le Royaume continue d'employer ce mécanisme pour consolider les acquis dans la production d'armes en s'étant donné l'objectif de devenir un pays producteur et donc de dépendre le moins possible de fournisseurs externes.

De 1950 à 1990, le Royaume affiche une hausse substantielle de 127 % de ses importations. Cela dit, la demande en systèmes et sous-systèmes d'armes majeures du pays était quasi-inexistante dans les années 1950 et 1960, ce qui accroît le sentiment d'une « débauche d'achats » par le Royaume pour cette période. Ce n'est qu'à partir des années 1970, une décennie tumultueuse combinant deux chocs pétroliers en 1973 et en 1979, la prise en charge des ressources pétrolières par les pays producteurs via la création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'inflation des prix de l'or noir subséquent à la création de l'OPEP ainsi que plusieurs conflits régionaux, que l'Arabie saoudite fait croître ses importations d'armes de manière plus significative. Sur la période 1950-1990, le nombre de fournisseurs d'armes du Royaume a augmenté de 4 à 14 pays : en ordre d'importance les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Chine, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, le Brésil, l'Espagne, l'Autriche, l'Egypte et la Jordanie[19].

Selon la base de données du SIPRI, il y a eu une décroissance globale des transferts d'armes dans les années 1980, du pic de 1982 au creux de 1994, ce qui s'est traduit par une diminution des transferts suivie rapidement d'une autre phase de décroissance de 1997 à 2002.

3. La décennie 2010

Comme le titre du graphique 1, on voit clairement la hausse des ressources financières impressionnante allouées à la défense, le pic de 2015 étant à mettre au compte de la guerre au Yémen. Les guerres sont l'un des plus importants moteurs des augmentations du budget de défense, comme illustré par un budget 17% plus élevé pour la même année[20], pour une estimation de dépenses militaires de 88,2 milliards USD.[21]

En 2016, le prince Mohammed ben Salmane Al Saoud annonce et met en œuvre un projet majeur d'industrialisation ayant pour but de diversifier les activités économiques et manufacturières du pays. Parmi les différents secteurs ciblés se trouve celui de l'armement. Jusqu'à 2020, l'Arabie saoudite fait encore partie d'un groupe de pays qui dépend le plus des importations d'armements, le signe très clair d'une dépendance élevée envers les fournisseurs étrangers. Toutefois, plusieurs autres facteurs concourent à engager le Royaume dans ce projet, notamment la volatilité et la complexité des relations entre pays de la région et les guerres dans les environs.

18. Leo G.B. Welt et Dennis B. Wilson, « Offsets in the Middle East », *Middle East Council*, vol. 6, numéro 2, 1998.

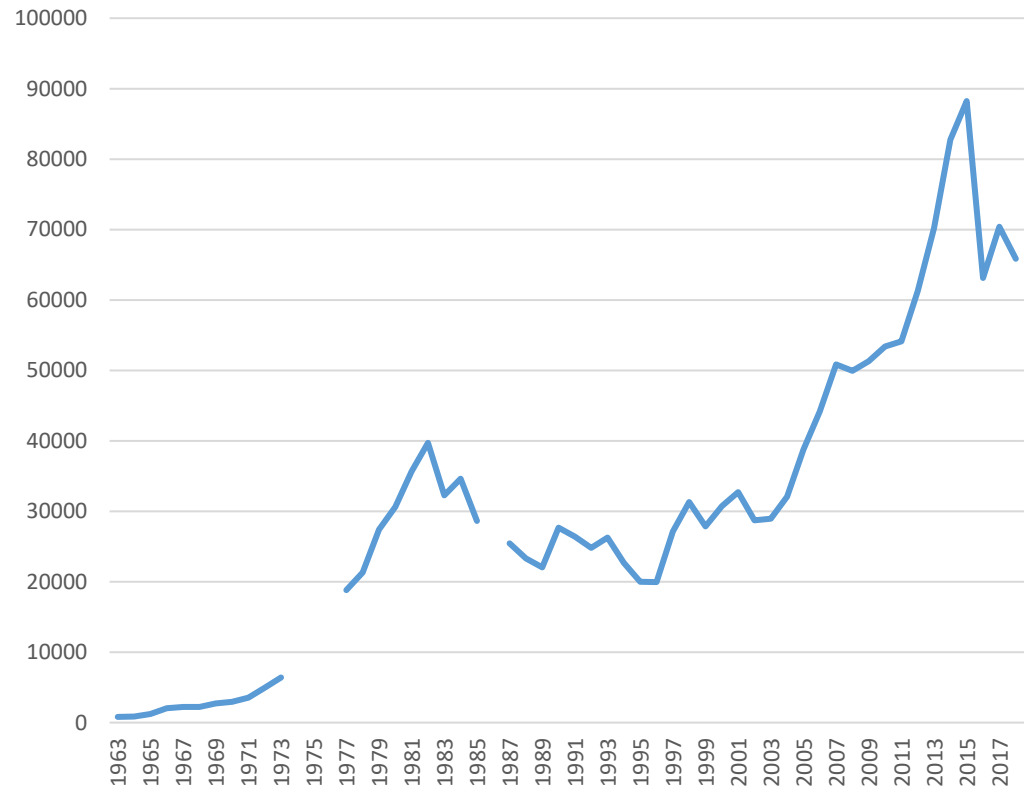
19. Selon les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

20. Kottasova, I., « Saudi Arabia boosts military expenditure to record level », *CNN Business*, 13 avril 2015.

21. SIPRI, « Military expenditure 2016 », *SIPRI Fact Sheet*, 5 avril 2016.

En 2016, le gouvernement saoudien dévoile une initiative visant à mettre en œuvre de larges réformes de l'économie saoudienne intitulé « *Vision 2030* »[22], dont l'objectif central est de réduire la dépendance aux revenus provenant de l'exploitation des hydrocarbures. Durant cette période, le pays est aussi engagé directement et indirectement dans des conflits armés et les relations entre pays arabes sont tendues et compliquées. De plus, la guerre menée au Yémen a suscité de nombreuses critiques de la part de gouvernements et de la société civile concernant la crise humanitaire et sanitaire dans le pays, menant plusieurs États à suspendre les licences d'exportation[23]. Or, toujours dans la seconde moitié des années 2010, cette époque, l'industrialisation, y compris dans le domaine de la défense, est encore embryonnaire.

Graphique 1. Évolution des dépenses militaires de l'Arabie saoudite en millions USD constants de 2017, 1963-2018



Remarque : le SIPRI ne fournit pas de données pour les années 1974, 1975, 1976 et 1986. Pour les années 1990, 1991, 2016, 2017 et 2018, le SIPRI ne propose que des estimations.

Source : GRIP, d'après SIPRI, 2019.

Il est difficile de savoir quand le projet de développer une BITD a été élaboré. Les premières annonces de « Vision 2030 » ont été officiellement publiées le 25 avril 2016. Une section de la stratégie est dédiée à la défense, dont le but est de créer des compagnies d'armements saoudiennes. La première partie du volet défense de « *Vision 2030* » est planifié pour se dérouler sur une période de 10 ans (de 2020 à 2030). Il s'agit d'un calendrier très court au regard des capacités militaro-industrielles limitées

22. Arabie saoudite, « Conseil des ministres, Vision 2030, retranscription du texte de Vision 2030 », la *Saudi Gazette*, 25 avril 2016.

23. Par exemple, l'Allemagne, la Belgique, la Norvège et le Royaume-Uni.

du pays, qui doivent elles aussi, mises à jour. Dans « Vision 2020-2030 », il est présenté comme l'un des secteurs participant au développement industriel et technologique du pays et ne mentionne pas la raison d'être d'une industrie de défense, la sécurité nationale

Plusieurs analystes estiment que la création d'une industrie d'armements repose d'abord sur l'existence de capacités et de compétences manufacturières civiles. Selon Saab[24], sans ces ponts entre capacités civiles et militaires, les risques d'échecs du projet seraient plus élevés, incluant des capacités de production d'armements qui sont très limitées. Il faut rappeler que l'industrialisation de l'Arabie saoudite, bien que discutée depuis plusieurs décennies, a émergé plutôt tardivement et a longtemps souffert de lacunes en termes de capacités techniques et de main-d'œuvre qualifiée à l'échelon national. C'est aussi le cas pour l'industrie d'armement, qui continue de dépendre d'acteurs étrangers pour le savoir-faire en termes de production d'équipements de défense.

De plus, les « ambitions » associées à la section défense du *Programme national de développement de l'industrie et de la logistique nationale* » (*National Industry Development and Logistics Program* ou NIDLP en anglais) sont elles aussi élevées. Il s'agit notamment d'une meilleure préparation des forces militaires, d'une autonomie stratégique accrue, d'une plus grande interopérabilité, et de développer une industrie d'armements durable. Le plan stratégique fait également mention de la nécessité d'être plus transparent en termes de dépenses pour les armements, un élément de la stratégie saoudienne qui laisse beaucoup d'analystes sceptiques. Dans le cadre du projet de 2030, deux grandes organisations créées en 2017, la GAMI (General Authority for Military Industries ou Autorité générale pour les industries militaires) dont la mission est de faciliter est de réguler l'industrialisation du pays en octroyant les licences et la SAMI (Saudi Arabia Military Industries ou Industries militaires de l'Arabie saoudite), une compagnie appartenant à l'État ayant pour mission de fournir des équipements et des services militaires en vue de réduire la dépendance envers les importations d'armes.

Le NIDLP a formellement débuté en 2019 et doit gérer et superviser 330 initiatives de production d'équipement militaire et de logistique de défense présentées par l'organisation comme soutenant a) le développement des capacités qualitatives de production manufacturière de manière générale, b) la croissance des exportations non pétrolières et gazières, c) la création d'emplois qualifiés dans le secteur manufacturier, d) la maximisation des retombées industrielles au niveau national et e) la recherche d'investissements étrangers. Ce dernier objectif semble avoir obtenu un succès rapidement dans le cadre d'un forum[25] qui s'est tenu en 2019 où l'Arabie saoudite a conclu plusieurs protocoles d'entente (MOU – Memorandum of Understanding)[26] avec divers acteurs étrangers. On compte parmi ces derniers les compagnies Thales (France) et CMI (Belgique), deux groupes qui ont régulièrement fait affaires avec Riyad au cours des dernières années.

Il n'y a aucun doute que l'Arabie saoudite cherche à se positionner comme une puissance militaire majeure notamment par le biais du développement d'une base industrielle de

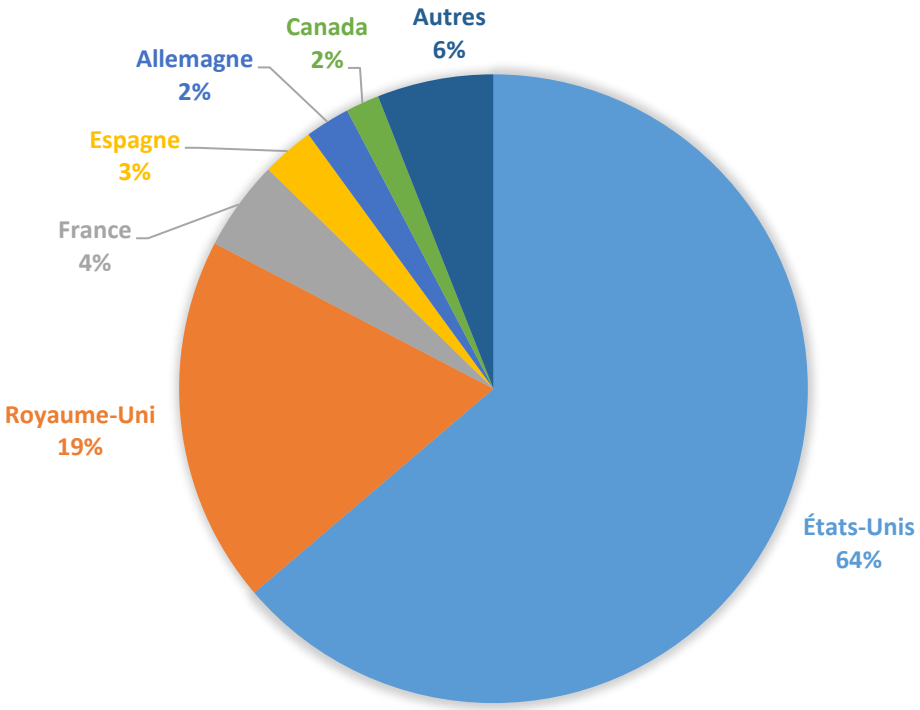
24. Saab, B.-Y., *The Gulf Rising: Defense Industrialization in Saudi Arabia and the UAE*, Brent Scowcroft Center on International Security, Atlantic Council, 2014.

25. Le Forum eMILE est apparu sur les fils Twitter de manière passagère, mais elle a été retirée au moment d'écrire cette note.

26. MOU, une entente tacite sur un projet commun n'ayant pas la valeur d'un contrat.

défense exhaustive. Cette aspiration est confirmée par un « twit » provenant du Programme national d'industrialisation et de services logistiques qui « cherche à faire du Royaume une puissance industrielle de premier plan ». Bien que l'Arabie saoudite ait développé des capacités manufacturières à partir des années 1970, comme la production du véhicule blindé Al Fahd en 1998, le premier véhicule blindé conçu et produit en Arabie saoudite s'est matérialisé grâce à l'aide d'une entreprise de défense britannique, Cobham.

Graphique 2. Part en pourcentages des principaux fournisseurs d'armements de l'Arabie saoudite dans les importations totales en armes du pays, 2010-2019



Remarque : le SIPRI utilise son propre indicateur (les *Trends Indicator Value* ou TIV) pour le mesurer la valeur des transferts d'armes. Les données de ce graphique sont basées sur ces valeurs. Voir la note méthodologique du SIPRI.

Source : GRIP, d'après SIPRI, 2020

Il faut rappeler que l'industrialisation en Arabie saoudite, tous secteurs confondus, est nouvelle en comparaison de celles des pays occidentaux. Toutefois, les ambitions affichées par le plus récent programme de modernisation d'armement sont très élevées et bénéficient toujours de l'assistance des États-Unis et de plusieurs pays européens, ce qui tend à indiquer que l'autonomie du Royaume en termes de production nationale d'armements continue d'être fragmentaire.

De plus, la présence de personnel étranger provenant de pays producteurs dans la décennie 2020 tend aussi à questionner l'idée de « *saoudisation* » des capacités de production. Il semble que le projet de devenir une puissance militaro-industrielle exhaustive continuera de s'appuyer sur les capacités d'autres pays pour un temps indéterminé. Cela dit, malgré sa coopération proche avec des pays occidentaux producteurs d'armes, l'Arabie saoudite a préparé un plan alternatif au cas où certains pays fournisseurs imposeraient un embargo sur les transferts d'armes vers le pays. Selon

Andreas Schwer, le directeur général de SAMI, des ententes auraient été signées par 25 pays dans le cas où ce scénario se concrétiserait[27].

Il est particulièrement difficile de recenser l'ensemble des compagnies saoudiennes actives dans le domaine de la défense en 2020. Vision 2030 mentionne que le pays dispose de 7 compagnies d'armements et de 2 centres de recherche. Il ne semble pas y avoir de liste officielle ou non officielle accessible publiquement les regroupant. Parmi celles qui sont facilement identifiables, on trouve une compagnie de véhicules blindés *Abdalla AL Faris*, *SAMI*, une compagnie d'État qui fait de la maintenance d'aéronefs, produit des drones, des véhicules militaires, des munitions, des radars et des systèmes de communication et de guerre électronique. Il y a aussi *Advanced Electronic Company* et *ISE*, des compagnies de technologies d'information. Très peu d'information est disponible sur ces groupes. Les chiffres d'affaires « défense » de ces compagnies ne semblent pas disponibles non plus, tout comme leurs rapports annuels, s'ils en ont.

Le projet d'industrialisation militaire saoudien a débuté à la fin de la décennie 2010. Au moment d'écrire ces lignes, l'hypothèse est que le programme démarre avec la production de véhicules, qui sont considérés comme moins complexe et coûteuse. Cela pourrait mener à accroître l'expertise du personnel pour les autres types de plateformes militaires, en quelque sorte une croissance du « moins complexe » au « plus complexe ». À ce stade très préliminaire, il est beaucoup trop tôt pour se prononcer sur les résultats potentiels d'un projet qui vient à peine de commencer.

Conclusion

L'Arabie saoudite fait partie d'un groupe de pays qui, dans les années 2000, a initié un processus visant à développer une base industrielle de défense. Contrairement à d'autres États ayant des plans similaires, comme l'Indonésie[28], par exemple, l'Arabie saoudite dispose des ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre un tel projet, mais sans doute pas dans le temps imparti.

Si les ressources financières sont essentielles à la réussite d'un projet industriel de ce type, elles ne sont qu'une condition parmi d'autres. Il n'y a d'ailleurs pas de lien mécanique entre le niveau des dépenses consacrées aux achats en armements et aux obligations offset qui y sont attachées et le développement de capacités industrielles à même de tenir la comparaison avec les producteurs dominant les marchés internationaux des équipements militaires. L'efficacité des investissements, la capacité à cibler adéquatement les technologies et les capacités de production requises de même que la conscience que la production des armements (et la production industrielle de manière générale) requiert des engagements sur le long terme sont des éléments déterminants. Sans considération pour ces aspects, le plan *Vision 2030* risquerait d'être un gouffre financier et de susciter bien des frustrations.

Toutefois, il convient de se défaire de la condescendance qui teinte parfois certains discours et analyses en Occident face aux ambitions militaro-industrielles de Riyad. Oui,

27. Helou, A., « Amid Western arms embargoes on Saudi Arabia, SAMI has a backup plan », *Defense News*, 14 janvier 2020.

28. Yannick Quéau, « Moyens, moteurs et limites des ambitions militaires industrielles indonésiennes », *Note d'Analyse du GRIP*, 30 mars 2020.

le calendrier annoncé est peu réaliste, mais il ne faudrait pas penser que les décideurs du Royaume l'ignorent. Le plan Vision 2030 constitue une feuille de route résolument ambitieuse appuyée par des moyens financiers qui n'existent nulle part en Europe. Elle pose le défi de créer de toute pièce ou presque et en une décennie les bases solides d'une BITD qui est appelée à venir concurrencer les producteurs émergents et certains industriels européens sur les niches qu'ils ont su occuper à l'ombre des acteurs dominant des marchés internationaux.

Un véritable *brain drain* en matière de gestion des entreprises de défense s'est opéré, Riyad confiant les rênes de sa politique industrielle et de ses unités de production à d'anciens dirigeants de firmes européennes bien au fait des exigences techniques et commerciales de leur domaine d'activité. Cette logique de *mercenariat en col blanc* se retrouve également au niveau des *cols bleus*, c'est-à-dire des techniciens indispensables au fonctionnement des ateliers. Dans ce contexte, le besoin pour Riyad d'être assisté des pays producteurs d'armements matures s'annonce certes durable, mais il ne s'exprimera pas de la même manière à la fin de décennie qu'aujourd'hui. Les activités de maintien en condition opérationnelle, par exemple, seront probablement les premières touchées. On voit mal pourquoi l'Arabie saoudite laisserait le soin de ces opérations à ses fournisseurs étrangers.

Ce domaine constitue un formidable levier de développement de capacités techniques du personnel local et une manière de réduire les coûts de ses achats et d'affranchir minimalement du besoin de recourir à expertise des fournisseurs étrangers. Ces derniers devront repenser la manière dont ils assuraient le maintien de leurs marges dans leurs ventes d'armes au Royaume.

Face à la concurrence, ils étaient contraints de tirer les prix unitaires à la baisse en espérant se rattraper sur la facturation des offsets et de l'entretien au long du cycle de vie des équipements.

* * *

Auteurs

Aude-E. Fleurant *est chercheure associée au GRIP.*

Yannick Quéau *est directeur adjoint et directeur de la recherche au GRIP.*

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.